



HAL
open science

De l'alternative au commun : introduction

Marie-Hélène Bacqué, Fabienne Wateau

► **To cite this version:**

Marie-Hélène Bacqué, Fabienne Wateau. De l'alternative au commun : introduction. Marie-Hélène Bacqué; Fabienne Wateau; Mónica Truninger; Beatriz Santamarina; Monique Poulot. D'alternatives et de communs, Presses universitaires de Paris Nanterre, pp.9-15, 2022, Ensemble, 978-2-84016-502-6. hal-03887383

HAL Id: hal-03887383

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-03887383v1>

Submitted on 6 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

D'ALTERNATIVES ET DE COMMUNS

Coordonné par

Marie-Hélène Bacqué, Fabienne Wateau
Mónica Truninger, Beatriz Santamarina et Monique Poulot



Presses universitaires de Paris Nanterre

SOMMAIRE

| | |
|--|---|
| Marie-Hélène Bacqué et Fabienne Wateau De l'alternative au commun : introduction | 9 |
|--|---|

L'ALTERNATIVE À L'ÉPREUVE DES FAITS

| | |
|---|----|
| Adrien Krauz, João Mourato, Jérémy Louis, Camille Robert-Bœuf and Violaine Héritier-Salama Defining alternatives in times of crisis | 19 |
|---|----|

| | |
|---|----|
| João Mourato, Adrien Krauz and Mónica Truninger The elusive socio-ecological alternatives | 33 |
|---|----|

| | |
|---|----|
| Eva Mompó et Beatriz Santamarina Aux marges de la résistance : des alternatives normatives aux alternatives subversives. Une approche du quartier du Cabanyal à Valence (Espagne) | 47 |
|---|----|

| | |
|---|----|
| Giulia Iannuzzi and João Mourato Alternative arrangements for nature conservation? Debating innovation brought on by private protected areas: institutional models in four European countries | 63 |
|---|----|

| | |
|---|----|
| Fábio Rafael Augusto Re-food as an alternative to the dominant food system? | 79 |
|---|----|

| | |
|---|----|
| Julien Essers Les formes d'alternatives « moyennes » au système agro-alimentaire tertiaire : étude de cas dans le périurbain de l'Ouest francilien | 97 |
|---|----|

| | |
|--|-----|
| Camille Robert-Bœuf Les jardins collectifs : une alternative pour la ville du XXI ^e siècle? | 109 |
|--|-----|

Programme de recherche financé et publié avec le soutien de:
la Maison Archéologie et Ethnologie, René-Ginouvès, Nanterre (MAE);
le programme Hubert-Curien Campus France (PHC Pessoa);
l'École des hautes études ibériques et la Casa de Velázquez Madrid (EHEI-CV);
l'Instituto de Ciências Sociais, Universidad de Lisboa (ICS-ULisboa);
l'Universitat de València, València; le Laboratoire Architecture, ville,
urbanisme, environnement (LAVUE) et le Laboratoire d'ethnologie
et de sociologie comparative (LESC).

2022

© Presses universitaires de Paris Nanterre

ISBN : 978-2-84016-502-6

EXPÉRIENCES ET PRISES DE POSITIONS

Julien Chandelier
D'initiatives citoyennes à alternatives citoyennes :
le pari de Cap ou pas cap? 123

Christian Carlier
La lutte des habitants de l'Alma-Gare et après... 133

PENSER LES COMMUNS

Christian Laval
Les usages savants et politiques du commun 145

Violaine Héritier-Salama
Une gestion communautaire de la ressource hydrique : l'irrigation
par tours d'eau dans un village de l'Anti-Atlas (Maroc) 157

Daniela Festa
Les communs urbains : l'émergence du concept et l'expérience
italienne 173

Anne D'Orazio
L'habitat participatif ou la mise en commun comme alternative(s) 189

Jérémy Louis
Les tables de quartier au prisme du commun 203

Vincent Le Rouzic
Par-delà le logement social et la propriété privée, à la recherche
d'un régime de propriété résidentielle 215

Frédéric Barbe
La ZAD de Notre-Dame-des-Landes, haut lieu et résidence
d'écriture des communs 235

DE L'ALTERNATIVE AU COMMUN : INTRODUCTION

Marie-Hélène Bacqué
Université Paris-Nanterre, Mosaïques – LAVUE (UMR 7218)
Courriel : mbacque@parisnanterre.fr

et

Fabienne Wateau
Centre national de la recherche scientifique (CNRS),
université Paris-Nanterre – LESC (UMR 7186)
Courriel : fabienne.wateau@cncs.fr

Ce collectif d'articles est le fruit d'une recherche menée sur plusieurs années par un groupe de doctorants, post-doctorants, universitaires et chercheurs des universités de Paris-Nanterre (LAVUE et LESC), de Valence (Universitat Valencia) et de Lisbonne (Ics-Universidade de Lisboa). À la Casa de Velázquez, à Madrid, trois premiers séminaires de recherche ont eu lieu de novembre 2014 à mars 2015, sous l'intitulé « Durabilité, alternatives et sociétés ». Puis le groupe s'est consolidé autour du programme TRANSE-AC, « Transition sociale et environnementale : alternatives et communs », financé à la fois par la Maison Archéologie et Ethnologie, René-Ginouvès à Nanterre (MAE) et le programme Hubert Curien Campus-France (PHC Pessoa), pour deux ans (2015-2017). Il fut ainsi possible d'organiser des ateliers de travail et des visites collectives de terrain au Portugal et en Espagne, comme de faciliter la venue de l'ensemble de nos partenaires à Paris, et à l'université de Paris-Nanterre pour le colloque de clôture qui s'y est tenu en mars 2017. Cet ouvrage reprend en grande partie les communications présentées à cette occasion, réécrites de façon à fournir des articles à la fois indépendants et en mesure de se répondre mutuellement.

Le projet de cette recherche collective repose sur un ensemble d'interrogations émanant des travaux respectifs de chercheurs travaillant tant sur le rural que sur l'urbain quant à l'émergence de formes alternatives de production et de gestion des territoires liée à la montée de l'impératif participatif et à la thématique de la durabilité. Ces dernières années ont en effet vu fleurir une multitude d'initiatives citoyennes et de formes d'organisations collectives dites « alternatives » dans la gestion et le développement des territoires, dont certaines se réfèrent à l'auto-organisation, à l'*empowerment* ou à la participation, et d'autres à la durabilité dans la production et la

gestion des territoires. Elles ont en commun de s'inscrire dans des stratégies concrètes et pragmatiques qui cherchent à transformer les pratiques. Initiées par la société civile, contre – dans le double sens du mot – ou à côté des institutions, elles sont parfois réintégrées et transformées par ces dernières. Que sont capables d'inventer les individus et les collectifs pour penser et agir sur le changement ? Comment le changement peut-il s'opérer ou non du dedans, à l'initiative des citoyens, par leur pouvoir d'agir ? Dans quel dialogue ou non avec les institutions ? Dans quelles négociations, intégration ou réappropriation des injonctions globales qui portent sur leur local ? Comment la doxa du développement durable est-elle aussi perçue, entendue, voire récupérée ou non par les populations ? Telles sont les premières questions que cette recherche, collective, exploratoire, interdisciplinaire en sciences sociales (qui compte des sociologues, des géographes, des urbanistes, des architectes, des anthropologues, une archéologue) et européenne (France, Espagne, Portugal) a voulu aborder. Pour y répondre, elle s'emploie par ailleurs à explorer plusieurs types de transversalités, en permettant notamment des mises en relation et des croisements : entre auteurs de nationalités différentes, en sollicitant les approches et les sensibilités théoriques et empiriques distinctes de nos expériences internationales ; entre disciplines, dont le lexique et les concepts sont appelés à se compléter ; entre générations, au bénéfice des échanges et des apprentissages entre les plus jeunes et les seniors ; à l'échelle européenne, et dans certains cas à l'aide d'exemples non-européens ; entre monde académique et acteurs de la société civile, car nous avons aussi tenu à ce que des représentants d'associations et de mouvements politiques participent au colloque (et le cahier central de l'ouvrage est réservé à leurs témoignages) ; et enfin, dans une transversalité sans doute moins habituelle, plutôt que de les distinguer, entre études de cas sur la ruralité, le périurbain et l'urbain.

En termes de méthode et de temporalité, le groupe s'est tout d'abord attaché à tenter de définir ce qu'est une alternative à partir de l'analyse de sa portée transformatrice. Cette quête a fait l'objet de nombreux échanges, de discussions s'appuyant sur l'analyse d'expériences concrètes et de relectures de nos travaux, et a ouvert sur un cycle régulier de visioconférences entre les trois pays partenaires, où bibliographie théorique (BOLTANSKI et CHIAPPELLO 1999 ; SWYNGEDOUW 2007 ; LE VELLY et DUBUISSON-QUELLIER 2008 ; BÉAL et ROUSSEAU 2014 ; BENNETT *et al.* 2016) et cas de figure empiriques ont été longuement examinés. Cette étape a pris une année. Et un premier texte de synthèse, écrit par nos doctorants, a servi de cadre de référence et de repère

à l'ensemble du groupe, dans un souci collectif de définition et d'application possible de la même notion d'alternative à nos exemples empiriques diversifiés. La question de la transition s'est aussi posée avec récurrence : de quelle transition sociale et environnementale serions-nous les acteurs et les témoins ? Dans quel contexte globalisé, ou non, nos réflexions peuvent-elles avoir une portée ? Progressivement, en analysant des expérimentations démocratiques, sociales et environnementales, le projet s'est aussi ouvert à la question de la préservation ou de la création de collectifs ou de « communs ». Si depuis quelques années cette notion connaît un succès important tant dans le monde académique que dans celui des mouvements sociaux ou dans celui des politiques publiques, elle recouvre un ensemble d'interprétations et de débats : selon en particulier qu'on la mobilise à la suite des travaux d'Ostrom (1990), en désignant ainsi une forme institutionnelle qui organise la répartition, la production ou la préservation d'une ressource à la fois en dehors du marché et en dehors de l'État ; ou selon les travaux de Dardot et Laval (2014), plus directement politiques, qui insistent sur le rôle instituant des communs dans une perspective démocratique et de transformation sociale (pour rappel, voir HARDIN 1968 ; puis, en réponse MCCAY et ACHESON éd. 1987 ; enfin, plus récemment, voir notamment KIRWAN *et al.* 2016). Les débats théoriques, donc, menés autour des trois notions – alternative, transition et commun – et nourris des travaux empiriques concrets de notre équipe, ont permis de construire un ensemble d'interrogations communes fournissant la trame d'analyse des différents terrains respectifs : en Espagne, autour de conflits entre populations et logiques de mise en valorisation d'un front de mer à Valence ; au Portugal, entre redistribution alimentaire et dynamiques de quartiers à Lisbonne ; en France, dans l'analyse des logiques de fonctionnement des « tables de concertation », des jardins urbains, des habitats participatifs ; mais aussi à d'autres échelles et en d'autres lieux, avec la préservation des parcs nationaux en Europe, l'organisation de circuits courts en Russie, la gestion de l'eau collective au Maroc, l'aménagement d'espaces urbains en Italie. L'intérêt de cette mise en situation et de ces multiples regards consiste bien en la variation des contextes, des temporalités et des approches disciplinaires pour mettre au travail les notions d'alternative, de transition et de communs et en appréhender la portée heuristique. Autant de thèmes et d'entrées qui composent désormais le corps de notre ouvrage.

Suivant l'histoire du déroulement de notre groupe de travail, le plan de présentation des articles va de l'alternative au commun, en mêlant

volontairement le rural et l'urbain, le théorique et l'empirique. Le premier ensemble d'articles, intitulé « L'alternative à l'épreuve des faits », commence par la présentation théorique du concept d'alternative à l'œuvre dans cet ouvrage. Issu du texte de synthèse des doctorants – Adrien Krauz, Violaine Héritier-Salama, Jérémy Louis, Camille Robert-Bœuf – et travaillé avec João Mourato, ce premier article de réflexion générale et théorique sur les alternatives en temps de crise définit et délimite le champ de notre étude. Un deuxième article théorique de fond, de João Mourato, Adrien Krauz et Mónica Truninger, développe les propositions sur les alternatives et introduit celle de la transition. Dans quelle mesure ces alternatives engagées, dans un contexte de crise sociale, politique et environnementale, une dynamique de transformation ou sont-elles au contraire intégrées dans la logique néolibérale? Peuvent-elles déborder la rhétorique de la durabilité, souvent posée de façon techniciste ou institutionnelle, pour envisager plus largement d'autres formes de développement et de gestion dans une perspective de transition sociale et écologique? Puis viennent les études de cas. Analysant des formes de résistance au délaissement, puis à la gentrification du quartier de Cabanyal à Valence (Espagne), Eva Mompó et Beatriz Santamarina appréhendent la diversité des alternatives qui émergent des marges de la ville, entre normativité et subversion des logiques urbaines néolibérales. Giulia Iannuzzi et João Mourato, concernant les aires protégées privées (PPAs) dans quatre pays d'Europe, remarquent quant à eux des effets contreproductifs contre toute attente et l'absence d'alternative, la protection d'un lieu pouvant conduire à la dégradation de la nature. En ville, la redistribution des excès alimentaires assurée par l'ONG ReFood à Lisbonne, questionnée par Fábio Augusto, ne serait pas tant une alternative qu'un palliatif au système alimentaire dominant, ne pouvant qu'apporter une aide précieuse contre le gaspillage et la faim, mais pas une solution définitive. Entre circuits courts et système agro-industriel, Julien Essers montre comment certains agriculteurs arrivent en France à proposer des formes intermédiaires de production et de distribution, où la qualité des produits, comme alternative souhaitée, reste strictement la priorité. Les jardins urbains étudiés par Camille Robert-Bœuf, en région parisienne et en Russie, sont présentés à la fois comme une alternative agro-alimentaire – au moins en certaines saisons – et comme une forme de résistance souhaitée contre l'hégémonie étatique, en laissant la réflexion sur une nouvelle organisation de la ville et de ses échelles de sociabilité ouverte.

Un cahier central intitulé, « Expériences et prises de positions », qui laisse la parole à des acteurs de terrain, vient s'intercaler entre les deux parties de cet ouvrage. En invitant des acteurs de la société civile à débattre et à contribuer à la production de connaissances, nous souhaitons trouver un format de discussion mobilisant différents registres de savoir. Avec pour idée de tendre vers une recherche publique – pour reprendre la formule de Mikael Buravoy (2007) – qui ne reste pas enfermée derrière ses murs, mais se mette en discussion, voire construite de la connaissance et de la réflexion en « plein air » (CALLON et LASCOURMES 2001). La forme des deux écrits présentés ici est légèrement différente, laissant pleinement sa place au récit, à l'oralité, aux émotions, voire à la prise de position et au manifeste politique. Julien Chandelier présente les expériences de l'association politique Cap ou pas cap, qui anime notamment une carte numérique et collaborative des alternatives citoyennes et réfléchit à une charte des alternatives dans une perspective tournée vers la transformation sociale et celle des pratiques. Christian Carlier retrace quant à lui l'histoire de l'Alma-Gare, emblématique des premiers mouvements des années 1970 contre un projet de rénovation urbaine à Roubaix et évoque ainsi sur un temps plus long les effets d'une dynamique alternative. Lors du colloque, quelques responsables d'associations ou de mouvements collectifs étaient donc venus présenter leurs mouvements et associations. Car la recherche, ses logiques et ses productions, de plus en plus ciblées et contraintes par des normes institutionnelles en faveur de la concurrence et de l'individualisme, ne doivent pas rester en dehors d'une réflexion et d'une application possible et concrète des expériences d'alternatives et de communs. Pour le moins est-ce ainsi que nous concevons la recherche. Cette question qui nous a occupés dans l'organisation de notre collectif reste toutefois ici à peine ébauchée et c'est l'un de nos regrets.

Le second ensemble d'articles, « Penser les communs », débute par une introduction théorique, où Christian Laval revient sur le lexique du commun en interrogeant le succès de cette notion, ses différentes interprétations et les débats subséquents, pour ensuite mettre en perspective les différentes approches en synthétisant leurs logiques, en les situant dans leur diachronie, et en développant sa propre proposition politique. Lors du colloque, nous lui avons demandé de modérer la table ronde sur les communs et de débattre la notion à partir des communications présentées ; plusieurs études de cas empiriques viennent alors répondre à sa lecture et à ses positions. Entre Elinor Ostrom et Christian Laval, Violaine Héritier-Salama propose

un premier contrepoint ethnographique à la réflexion sur les communs, à partir d'un système de gestion et de partage de l'eau complexe au Maroc où, selon l'endroit où elle se trouve, la ressource relève du bien privé ou alors du droit communautaire, obligeant à des règles de savoir-vivre ensemble particulièrement précises et respectées. À partir de l'expérience du Mouvement de biens communs en Italie, Daniela Festa observe des processus de reterritorialisation de la ville et l'émergence de communs urbains marquant la production de nouveaux sujets urbains dans un contexte néolibéral. En revenant sur la production en France d'opérations d'habitat participatif portée dans un premier temps par des collectifs d'habitants militants avant d'être introduite dans les politiques locales des bailleurs sociaux et dans la loi, Anne d'Orazio discute la portée alternative et les limites de ces opérations de « mise en commun ». C'est aussi la capacité des mouvements sociaux dans les quartiers populaires à déboucher sur la production de communs et les difficultés qu'ils rencontrent qu'analyse Jérémy Louis en se penchant sur l'expérience des tables de quartier, collectifs associatifs créés dans les quartiers populaires. Vincent le Rouzic, quant à lui, prolonge la discussion sur la propriété à travers l'analyse du dispositif des *community land trust* ou, en France, des organismes fonciers solidaires, interrogeant la possibilité de régimes de propriété alternatifs, reposant sur le concept de « régime de propriété commune » d'Elinor Ostrom (HESS et OSTROM 2007). Pour conclure, en Vendée, tandis que l'État a renoncé à la construction de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes et a néanmoins décidé de récupérer les terrains sur lesquels s'est développée l'expérience emblématique de la ZAD, Frédéric Barbe interroge le devenir des communs d'usage constitués au sein du commun de lutte.

L'ensemble de ces travaux confirme la multiplicité des expériences se référant plus ou moins directement à l'alternative et aux communs et la diversité des dynamiques qui peuvent s'y observer, tendues entre des logiques de contre-pouvoir et d'institutionnalisation. La grille de lecture commune, au-delà des oppositions classiques rural/urbain ou des logiques disciplinaires a permis ici, outre la nécessaire contextualisation, d'en examiner les dimensions transformatrices à différents niveaux, qu'il s'agisse des dynamiques collectives et de leurs effets d'émancipation des individus et des groupes, de l'amélioration du quotidien, des institutions et pratiques professionnelles.

Janvier 2018

BIBLIOGRAPHIE

- BÉAL V. et ROUSSEAU M., 2014, « Alterpolitiques », *Métropoles*, 15, p. 2-17.
- BENNETT N., BLYTHE J., TYLER S. et BAN N., 2015, « Communities and Change in the Anthropocene: Understanding Social-Ecological Vulnerability and Planning Adaptations to Multiple Interacting Exposures », *Regional Environmental Change*, 16(4), p. 907-926.
- BOLTANSKI L. et CHIAPPELLO E., 1999, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BURAWOY M., 2007, « Public Sociology vs. the Market (within "Economic Sociology as Public Sociology" – discussion forum) », *Socio-Economic Review*, 5(2), p. 356-367.
- CALLON M. et LASCOUMES P., 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Le Seuil.
- DARDOT P. et LAVAL C., 2014, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte.
- HARDIN G., 1968, « The Tragedy of the Commons », *Science*, n.s. (162), 3859, p. 1243-1248.
- HESS C. et OSTROM E., 2007, *Understanding Knowledge as a Commons: From Theory to Practice*, Cambridge-Londres, MIT Press.
- KIRWAN S., DAWNEY L. et BRIGSTOCKE J., 2016, *Space, Power and the Commons: The Struggle for Alternatives Futures*, New York, Routledge.
- LE VELLY R. et DUBUISSON-QUELLIER S., 2008, « Les circuits courts entre alternative et hybridation », in G. MARECHAL (éd.), *Les Circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*, Educagri éditions, p. 105-112.
- MCCAY B. et ACHESON J. M. (éd.), 1987, *The Question of the Commons*, Tucson, Arizona Press.
- OSTROM E., 1990, *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, New York, Cambridge University Press.
- SWYNGEDOUW E., 2007, « The Post-Political City », in G. BAETEN (éd.), *Urban Politics Now: Re-imagining Democracy in the Neoliberal City*, Rotterdam, NAI Publishers, p. 58-76.